

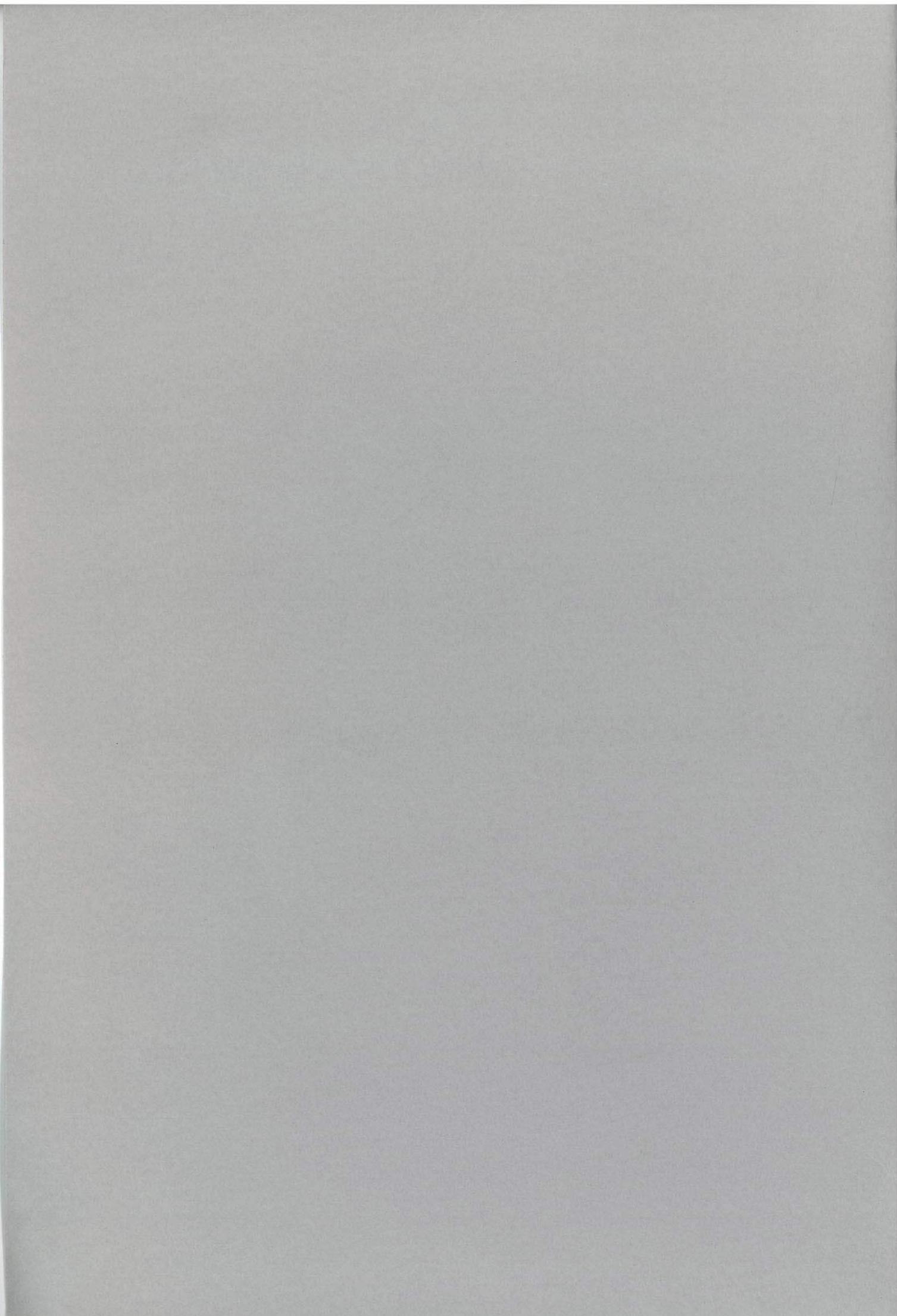
Les Portugais à Paris et dans la région parisienne
(1945-1974)

Communication au Colloque "*Le Paris des Etrangers*" *
organisé à Paris du 25 au 27 Mars 1993

Marie-Christine Volovitch Tavares
(CHEVS)

* A paraître aux Editions de la Sorbonne .

314.743
(469)
TAV



Les Portugais à Paris et dans la région parisienne
(1945-1974)

Communication au Colloque "*Le Paris des Etrangers*" *
organisé à Paris du 25 au 27 Mars 1993

Marie-Christine Volovitch Tavares
(CHEVS)



* A paraître aux Editions de la Sorbonne .

Les Portugais dans la Région Parisienne
depuis la fin de la 2^o guerre mondiale jusqu'en
1974.

L'installation de Portugais en France ne date pas de la fin de la seconde guerre mondiale. Dès le début du vingtième siècle, des intellectuels, des artistes, des hommes politiques Portugais s'installent en France pendant plusieurs années, certains définitivement. Des liens étroits s'étaient établis avant guerre entre les Français et leurs homologues Portugais, les plus francophiles et probablement les plus francophones d'Europe. C'était le cas d'un écrivain comme Aquilino Ribeiro ("le libertaire républicain", deux fois exilé à Paris, au début du siècle par la monarchie et après 1926 par la dictature, et que François Mauriac défendait encore contre les rigueurs salazaristes dans les années soixante)(1). On comptait aussi avant 1914 des dessinateurs (comme le caricaturiste Leal da Câmara, aux dessins célèbres dans *l'Assiette au Beurre*) et des peintres (amis de Robert et Sonia Delaunay). C'est tout naturellement à Paris, où elle arrive en 1928, que la jeune Maria Helena Vieira da Silva a choisi de se former et de vivre. A côté d'eux, des travailleurs, plus nombreux après la guerre de 1914-1918 (à laquelle beaucoup d'entre eux ont participé comme soldats dans le corps expéditionnaire Portugais) ou comme ouvriers dans les usines de guerre (2). Au recensement de 1921, ils sont 10 800 dans toute la France. En 1926, ils sont 29.000 (3) lorsque l'installation de la dictature au

Portugal oblige un certain nombre de dirigeants républicains à s'installer en France (le plus souvent à Paris). Le plus prestigieux d'entre eux, Afonso Costa y meurt en 1937 (4). En 1927, ils forment la "Liga de Defesa da República" appelée communément "Ligue de Paris". En 1936, il existe à Paris une section du "Frente Popular Portuguesa". En 1931 il y avait 49.000 Portugais en France mais la crise, les tensions sociales, la guerre et l'occupation réduisent progressivement le nombre des travailleurs et incitent au départ la plupart des intellectuels et des hommes politiques installés en France.

En 1945, que reste-t-il de cette présence? Il n'y a plus que 22.300 Portugais en France. C'est la fin d'une époque, même si certains cherchent à renouer les liens tissés avant guerre. En 1954 la population portugaise en France, qui n'a cessé de baisser, est réduite à 20.000 personnes, à peine ce qu'elle était au milieu des années vingt. On ne compte plus parmi elle que de faibles noyaux d'opposition à la dictature salazariste qui continue. Il semble que la France ne soit plus une destination pour les Portugais.

Or vingt ans plus tard ils sont plus de 750.000 en France, et la région parisienne est leur principal pôle d'installation. C'est aussi une plaque tournante au niveau de l'emploi et du logement. De plus, comme c'est le cas pour les autres immigrations, les intellectuels, les mouvements politiques, les sièges des associations et les lieux

d'édition des journaux se trouvent majoritairement dans la capitale ou proche d'elle. Ajoutons que jusqu'à la fin des années soixante, le consulat portugais de Paris étendait ses compétences au delà de l'Ile de France (le consulat de Tours n'est ouvert qu'en 1968) et qu'il resta longtemps le seul dans la Région Parisienne (le consulat de Nogent sur Marne date de 1971).

La présence portugaise en France, de 1945 à 1974, présente certains traits spécifiques: une immigration qui resta longtemps modeste numériquement, qui explose en moins de dix ans (1962-1970), et qui se concentre dans quelques régions et quelques secteurs professionnels.

Cette immigration a été souhaitée et encouragée par la France mais n'a jamais été organisée ni encadrée par elle. Par contre elle s'est faite durant cette époque, contre le gré du gouvernement portugais (même si celui-ci en appréciait les retombées financières). Les rapports des émigrants Portugais avec leur gouvernement restèrent tendus jusqu'en 1974. Ce double caractère d'inorganisation et d'interdiction qui a marqué la grande période de l'immigration portugaise a donné à celle-ci un caractère dramatique et traumatique qui a laissé des traces dans la mémoire des émigrés. Il a beaucoup frappé divers secteurs de la société française, entraînant des interventions de la part des administrations, des syndicats, des municipalités, des organisations humanitaires et de nombreux groupes catholiques (5).

La période choisie pour ce colloque commence à la Libération, mais cette date, fondamentale pour la France, n'a pas beaucoup de sens en ce qui concerne l'immigration portugaise -même si la fin des hostilités voulait dire une réouverture des frontières françaises. Le problème pour les Portugais resta très longtemps celui du passage de la frontière de leur propre pays. Par contre l'année 1974 est une année clé à la fois pour la France et pour le Portugal: en France, l'immigration de travailleurs est officiellement arrêtée, et au Portugal le soulèvement du 25 avril 1974 libère le Portugal de 48 ans de dictature en même temps qu'il met fin à la guerre coloniale qui a rongé le régime et contribué pour une certaine part à l'ampleur de l'immigration.

Les études historiques sur l'immigration portugaise en France sont encore très peu nombreuses, en France comme au Portugal (à la différence des études sociologiques, linguistiques, et même ethnographiques). Il ne peut s'agir ici que d'une première approche.

Après une présentation des grandes étapes de cette évolution dans la région parisienne, j'indiquerai les aspects essentiels de cette présence dans les secteurs professionnels français ainsi que certaines situations, en particulier celles du logement, qui ont alerté l'opinion française. Enfin j'évoquerai rapidement quelques uns des

aspects de l'activité associative des Portugais qui ont croisé des préoccupations françaises.

D'UNE COMMUNAUTE EN VOIE D'EXTINCTION AU PREMIER GROUPE
D'IMMIGRES EN FRANCE;

Le mouvement démographique de la population portugaise dans la région parisienne, comme dans toute la France, s'est fait en trois étapes. De 1945 à 1962, elle diminue jusqu'au milieu des années cinquante et ne remonte que très lentement: en 1962, comme en 1931, il y a environ 50 000 Portugais en France. Une première vague d'immigrants s'installe, plus particulièrement de 1962 à 1966, et submerge la petite communauté (dans la région parisienne elle passe de 18.000 à 123.000 membres). En 1968 ils sont presque 300.000 en France. On a pu croire à une stabilisation entre 1966 et 1968, mais une deuxième vague plus forte déferle en 1969 et 1970. Toutefois l'élan s'épuise rapidement. En 1975, le recensement dénombre plus de 750.000 Portugais en France dont 300.000 en Ile de France et 43.000 à Paris.

C'est Paris et la région parisienne qui ont accueilli le plus grand nombre de ces immigrants (un quart d'entre eux de 1946 à 1954, un tiers de 1962 à 1968, et près de la moitié de 1970 à 1975; voir graphiques en annexe).

1946-1962

De 1946 à 1954, le nombre des Portugais en France, dans la Région Parisienne et à Paris est en diminution (comme dans l'ensemble de la France). Ils passent de 4.519 en 1946 dans la Région Parisienne (dont 3.000 dans le département de la Seine), à 3.500 en 1954 (dont 1.300 pour la Seine). Les entrées très limitées de travailleurs ne compensent pas les départs et les naturalisations.

De 1954 à 1962, il y a un accroissement modeste mais encore très fragile: par exemple le nombre d'entrées de travailleurs s'accroît assez nettement de 1955 à 1958, puis décroît et s'essouffle. Il reste de toutes façon très limité puisque le total des entrées pour la France atteint seulement 6.716 en 1961. Toutefois dès le milieu des années cinquante, les employeurs sont demandeurs de travailleurs portugais qui prennent la troisième place, juste après celle des travailleurs italiens et espagnols dans les entrées des travailleurs permanents, même s'ils se placent encore loin derrière les deux premiers groupes (6). Déjà à cette époque une bonne moitié des travailleurs Portugais font régulariser leur entrée en France. Ils partagent cette situation avec l'ensemble des autres travailleurs immigrés, mais eux sont en infraction vis à vis de la législation du Portugal. Des témoignages m'ont appris que déjà en 1947 des passeurs venaient solliciter des jeunes gens dans les villages du

nord-est (Tras-Os-Montes) proches de la frontière espagnole. Il fallait donner une somme assez importante (3.000 escudos) pour payer les passeurs et le sauf-conduit indispensable lors de la traversée de l'Espagne. Il n'y avait plus de problème après le passage des Pyrénées. L'immigration familiale reste encore modeste et en en grande partie "assistée" (7). Elle concerne encore moins de 3.000 personnes durant cette période mais vient juste derrière les entrées de familles italiennes et espagnoles. C'est seulement au recensement de 1962 que les Portugais ont retrouvé la place modeste qui était la leur au recensement de 1931 (pour l'ensemble de la France) mais leur répartition a bien changé: ils sont maintenant deux fois plus nombreux dans la Région Parisienne (ils étaient environ 8.000, et ils sont plus de 16.000 en 1962).

1962-1968

La seconde période commence en 1962 et jusqu'en 1966 c'est une grande vague de départs pour la France qui prend le relais du Brésil et des autres pays d'Amérique dont les frontières se ferment. De plus, le déclenchement de la guerre coloniale en 1961 renforce les motifs de départ. Chaque année voit doubler le nombre de travailleurs Portugais qui entrent en France. Ils sont 6716 en 1961, 12.916 en 1962, 24.781 en 1963, enfin 47.330 en 1965. En cinq ans, de 1962 à 1966, 173.694 travailleurs permanents

portugais entrent en France suivis de plus de 48.000 membres de leur famille. En tout, plus de 220.000 personnes (8). Cette période se termine toutefois par deux années où les entrées baissent de façon assez importante. Entre 1962 et 1968, la population portugaise en France a été multipliée à peu près par 6. Mais à Paris elle a été multipliée par 7 (ils passent de moins de 2.000 à plus de 13.000) comme dans la Région Parisienne (18.000 en 1962 et 123.000 en 1968). L'Ile de France devient la première destination des Portugais. Les statistiques établies annuellement par l'ONI permettent de cerner précisément ce phénomène: par exemple en 1967, plus de la moitié des Portugais entrés en France sont venus dans la région parisienne et ils sont de loin le premier groupe d'immigrés pour les entrées dans ces départements, à l'exception de Paris.

Cette période est celle d'une grande accélération des sorties illégales du Portugal qui deviennent la règle à partir du milieu des années soixante. Ainsi en 1967 sur 34.764 travailleurs portugais entrés en France, 27.285 ont eu leur situation régularisée, mais en 1969, sur les 80.000 entrées, seules 8.000 sont passées par la voie officielle. Cette situation tient à une série de causes. D'une part le gouvernement portugais avait coutume de mettre un certain nombre d'obstacles légaux à la sortie de ses ressortissants avant les années soixante: niveau de scolarisation, situation judiciaire, paiement de taxes et délais très longs pour obtenir un passeport d'émigrant. D'autre part, la

guerre coloniale explique la volonté de conserver au pays les jeunes gens mobilisables. Enfin les pressions patronales ont poussé à des mesures qui permettent de garder une main d'oeuvre importante, afin que les bas salaires puissent être maintenus. Cependant le gouvernement portugais voyait aussi dans l'immigration les avantages d'un affaiblissement des tensions sociales et l'avantage financier des envois de devises par les émigrants: la situation était donc complexe et les mesures parfois contradictoires du gouvernement portugais d'autant moins compréhensibles pour les candidats au départ. D'ailleurs, la méfiance traditionnelle des paysans portugais envers l'administration renforçait la volonté de partir "avec un passeport de lapin" (selon l'expression des émigrants Portugais), dans l'espoir -souvent réalisé- que les autorités portugaises, à la suite des autorités françaises, accepteraient le fait accompli et régulariseraient les situations. De fait, les émigrants purent souvent traverser l'Espagne, les autorités françaises régularisèrent les conditions de séjour et les autorités portugaises acceptèrent d'établir des passeports d'émigrants après que l'administration et les employeurs français aient fourni des papiers en règle. Toutefois cette accumulation d'interdictions liée à une certaine incertitude qui planait sur chaque voyage "a salto", entraînaient une activité prospère de passeurs, plus ou moins honnêtes, un coût élevé pour l'émigré du premier voyage et surtout des conditions tout à fait épouvantables (parfois même tragiques) du

passage des deux frontières. Une partie de la distance était souvent faite à pied, en particulier la traversée des Pyrénées, par des gens qui n'étaient absolument pas équipés pour cette épreuve. D'autres parties du parcours étaient faites dans des camions ou des camionnettes bondées, sans aération. Enfin durant tous ces jours, la nourriture n'était pas abondante, on mangeait froid et très souvent on dormait dehors (dans les meilleurs des cas dans des granges ou des hangars). Mille témoignages racontés à diverses associations françaises, dans de multiples enquêtes, à des amis ou à des voisins sont là pour rappeler dans quelles conditions absolument inhumaines des travailleurs et leurs familles, en pleine période de paix et de prospérité, ont dû venir chercher du travail et une amélioration de leur vie quotidienne (9). Cette situation a énormément frappé de nombreux français et un film tourné en 1967 essaya de dénoncer cette situation scandaleuse: ce fut "O Salto", tourné en 1967 par Christophe De Chalonge (ancien assistant de René Clair, de H.G. Clouzot, et de Franju), et qui fut primé à l'époque par l'office catholique du cinéma (10).

A cette époque une nouvelle immigration politique portugaise s'installe en France, bien différente de celle des républicains d'avant guerre. Il ne s'agit plus de personnalités politiques mais de jeunes militants, souvent des étudiants, qui refusent la guerre coloniale et la dictature salazariste encore très dure à l'époque (le général Delgado, candidat de l'opposition démocratique unie

aux élections présidentielles de 1958, est assassiné par la police politique, la PIDE, à la frontière espagnole en 1965).

1969-1974

Une dernière grande vague d'immigrants arrive en 1969. Il s'agit d'un mouvement qui dépasse de loin celui de la période précédente: en deux ans seulement (1969 et 1970), près de 250.000 personnes, dont près de 170.000 travailleurs permanents, entrent en France en deux ans et près de la moitié d'entre eux s'installent en l'Ile de France. En 1970, il y a 204.000 portugais dans la Région Parisienne dont 22.000 à Paris. Cependant le rythme des entrées se ralentit rapidement et en 1974 il n'y a plus que 36.900 entrées de travailleurs en France, dont 7.300 dans la Région Parisienne, et 1.523 à Paris même.

Cette seconde vague d'immigrants est encore plus spectaculaire que la première et elle en est partiellement différente, par sa composition géographique et sociologique. Bien sûr, on retrouve en tête l'origine rurale des zones d'émigration les districts du nord-est (Tras-Os-Montes et Beira Alta) et du nord (Minho) comme ceux du centre (Leiria, le district où se trouve Fatima, et Aveiro) déjà présentes dans les périodes antérieures. Mais les départs sont deux à trois fois plus élevés. Dans la période antérieure, les émigrés étaient au nombre de 2.000 à 5.000 par an dans les districts les plus touchés. Mais en 1969, plus de 12.000

personnes quittent le district de Braga, plus de 10.000 celui de Porto. Et des régions qui étaient très peu concernées par l'émigration comptent alors un nombre significatif de départs (le district de Béja dans l'Alentejo dont partirent 600 personnes en 1967 compte près de 2.000 émigrants en 1969). C'est une véritable saignée: la population totale du Portugal baisse de 2% entre 1960 et 1970 et dans huit districts sur dix huit, la population baisse de plus de 20% pendant ces dix années (11).

Qui part ? Ce sont bien sûr d'abord les paysans, comme dans tout exode rural classique. Au Portugal, ceux qui partent d'abord sont ceux qui appartiennent à des familles possédant de petites propriétés, dont ils peuvent vendre une partie ou qu'ils peuvent hypothéquer pour payer le voyage. Ce sont eux les plus nombreux comme le confirme l'enquête faite en 1965 par les services de la Préfecture de la Seine (12). Mais à leurs côtés il y a aussi des artisans-paysans ou des petits commerçants de village. Ceux-là auront moins de mal que d'autres à s'adapter à la vie urbaine moderne de la région parisienne. Pour les ouvriers agricoles la situation est différente, il leur était plus difficile de payer les passeurs, le train, et de plus ils ne pouvaient pas penser revenir facilement en cas d'échec. Enfin il est plus facile à un petit agriculteur de partir en laissant la charge de la ferme à sa famille, qu'à un ouvrier agricole dont le salaire est la principale source de revenu pour les siens (13). Cependant les comportements des journaliers ont

été différents suivant les régions. Dans les zones de grande immigration (Nord, Nord-Est et Centre) il y a eu un effet d'entraînement. Par contre, dans l'Alentejo, où la condition de salarié agricole est généralisé, les départs ont été moins nombreux. Ceci explique des traits spécifiques de la très grande majorité des immigrants portugais.

En 1969, 1970 et 1971, la composition sociologique des émigrants s'élargit: étudiants, ouvriers, y compris ceux de Lisbonne et de Porto, quittent le pays. On compte de plus en plus de femmes et même d'hommes d'un certain âge, seuls ou avec leurs enfants déjà adolescents. Ils quittent en masse la misère mais aussi un horizon sans espoir, une médiocrité personnelle et nationale, la dictature, et pour de très nombreux jeunes la guerre coloniale. On n'a jamais fait le décompte du nombre de déserteurs, de réfractaires et d'insoumis, parce que beaucoup d'entre eux n'ont pas voulu ou pas pu demander le statut de réfugié en France. Ils ont donc fait partie de la grande masse des travailleurs (14). Ils quittent un pays qui semble sans avenir (après la déception qui a suivi le remplacement de Salazar malade par Caetano en 1968), un pays de plus en plus isolé sur le plan international à cause de la guerre coloniale où il s'enfonce, un pays où de très nombreuses régions restent encore à l'écart du développement.

Les gouvernements portugais ont essayé de freiner ces départs massifs: signature d'accords avec le gouvernement français en 1957 et 1963, avec installation d'antennes de

l'ONI au Portugal, puis création en 1970 d'un Secrétariat à l'Emigration en remplacement de la vieille "Junta da Emigração" fondée en 1947. En 1973, de nouveaux accords sont signés avec le gouvernement français. Par ailleurs les autorités portugaises, dès 1967, avaient interdit l'émigration à ceux qui exerçaient des métiers "indispensables à la vie économique nationale". En fait presque toutes les professions étaient concernées (15). Par ailleurs diverses pressions étaient faites sur les émigrés, laissant planer l'incertitude sur leurs possibilités d'obtenir la légalisation de leur situation. Les conditions d'accueil au consulat de Paris étaient absolument déplorables, au point que non seulement les journaux écrits en portugais et destinés aux immigrants les dénonçaient (16) mais encore la presse française nationale y était sensible: Le Monde des 23 et 24 août 1970 consacre un article aux conditions lamentables d'attente des immigrants (obligés de venir aux premières heures du jour prendre place dans la queue), sans conditions d'hygiène, ce qui entraînait les protestations énergiques des habitants du quartier du XVI^e où se trouvait le consulat.

Les années 70-74 correspondent à une accélération de la création de journaux politiques portugais à Paris et à la formation de plusieurs associations en région parisienne. L'implantation des portugais dans les communes où ils sont installés s'affirme, les bidonvilles disparaissent peu à peu, non sans certaines tensions (Champigny, Massy). Les

enfants portugais venus jeunes en France, ou bien qui y sont nés, ont grandi et bénéficient depuis 1973 des bourses d'études étendues aux enfants étrangers. Une époque se termine, époque de souffrances mais aussi de nombreux espoirs.

En 13 ans, de 1962 à 1975, la population portugaise en France a été multipliée par 15, celle de la région parisienne par 17 et celle de Paris par 21. Presque la moitié des portugais (45%) vivent dans la région parisienne, mais ils sont plus nombreux hors de Paris que dans la capitale elle-même. Trois départements concentrent la moitié de ceux qui vivent en Ile de France: le Val de Marne (premier département d'installation des immigrés portugais), les Yvelines et la Seine Saint Denis (voir tableaux et graphiques en annexe).

QUELS TRAVAUX FONT-ILS, COMMENT VIVENT-ILS?

Les recensements, les enquêtes officielles à partir de 1965, les témoignages, donnent une image assez précise des conditions de vie et de travail des Portugais dans la région parisienne. L'enquête (déjà citée) des services de la Préfecture de la Seine en 1964-1965, est particulièrement instructive, ainsi que les témoignages publiés dans divers journaux et livres (voir supra, note 9).

Quel travail?

A Paris, au recensement de 1968, ils avaient la sixième place parmi les groupes étrangers (après les yougoslaves et les turcs). Mais ils étaient au quatrième rang de la population active immigrée. Au premier rang de leurs activités, les Services (3.284 portugaises qui représentent le tiers des femmes employées dans les services). Puis vient le secteur du Bâtiment et des Travaux publics qui emploie près des deux-tiers des Portugais actifs de la capitale (3.000 sur 9.800). La moitié d'entre eux sont manoeuvres ou O.S. Les Portugais sont, de tous les groupes étrangers, celui qui compte le moins d'employés de commerce, de banque, de membres des professions libérales (précisons que ces professions leur sont presque toutes fermées à l'époque).

A Paris, ils se répartissent de façon à peu près équilibrée entre les Services, les Travaux publics et les industries de transformation. Par contre, dans les autres départements d'Ile de France, ils sont beaucoup plus regroupés dans le Bâtiment et les Travaux publics que les autres immigrés: dans les Yvelines, la Seine et Marne, l'Essonne, le Val d'Oise et la Seine St Denis, la moitié des travailleurs de ce secteur sont des Portugais. Leur proportion est encore plus importante dans le Val de Marne où 62% des portugais y travaillent dans le bâtiment (et où ils représentent encore la moitié des travailleurs de ce secteur). Dans les huit départements d'Ile de France, les

portugais sont essentiellement des OS (entre 35% et 60% d'entre eux). En 1969, l'enquête annuelle de l'ONI sur les entrées des travailleurs permanents nous apprend que la moitié des Portugais entrés en France cette année là travaillent dans le Bâtiment et les Travaux Publics, alors que c'est seulement le cas pour 30% des travailleurs Espagnols, Marocains et yougoslaves entrés cette année là.

Cette même année, 10% des entrées permanentes des travailleurs portugais en France se font dans les Services domestiques et d'Hygiène, alors que c'est le cas de seulement 6% des Espagnoles.

Outre les secteurs "traditionnels" pour les Portugais travaillant dans la Région Parisienne (Bâtiment, Services) qui dominant de loin, il faut noter leur présence dans les Industries de transformation et dans l'agriculture. Dans ce secteur, nombre d'immigrés portugais ont pu utiliser leurs compétences d'origine. Au recensement de 1968, ils sont près de la moitié des ouvriers agricoles dans les Yvelines, comme dans la Seine et Marne, la Seine St Denis et le Val de Marne, et les deux-tiers dans l'Essonne. Il faut aussi signaler qu'un certain nombre d'immigrés portugais devinrent chauffeurs (routiers et taxis) et que dans les années 70 on trouve même un journal, *O Volante*, "journal des chauffeurs de taxi" édité à Montfermeil, qui témoigne du dynamisme associatif de ce secteur.

Quel logement ?

Jusque dans les années 72-73, leurs conditions de vie sont à l'image de leurs bas niveaux de qualification: ils sont nombreux dans les bidonvilles de la région parisienne et dès l'enquête de la Préfecture de la Seine de 1965 on les trouve dans ceux de Nanterre, St Denis, La Courneuve, Aubervilliers, Choisy, Fontenay-sous-Bois, Villejuif, Massy, sans compter le bidonville de Champigny (14.025 habitants en 1965), "célèbre" pour être un bidonville presque uniquement portugais. En 1965, un cinquième des habitants des bidonvilles de France sont des Portugais (17). A cette époque, beaucoup d'autres vivaient dans les baraques des chantiers et dans les foyers des entreprises du bâtiment, principalement à Orly, St Denis, Velizy et Choisy. Les familles portugaises habitent soit dans un bidonville (la moitié des 210 travailleurs portugais interrogés en 1965 sont dans ce cas) soit dans des logements vétustes, parfois même des bâtiments agricoles ou des caves, aménagés de façon très rudimentaire. A la même époque, une enquête effectuée par la CGT-FO présente le même tableau du logement des ouvriers portugais du bâtiment logeant sur les chantiers ou dans les foyers (18). Une enquête de 1973 sur le logement des immigrés dans la région parisienne permet de voir que la situation s'est modifiée très lentement: même si les bidonvilles ont disparu, les conditions de logement restent encore très difficiles. Il est remarquable que les Portugais, à cette époque, étaient dans leur grande majorité dans des conditions de travail et de logement qui

permettaient de les ranger plutôt parmi les immigrés non européens, assez loin du cas des Italiens et même des Espagnols. Ils sont au contraire proches dans leur conditions matérielles de vie des algériens (19). Cependant, dès cette époque, ils envoient des sommes assez importantes au Portugal.

Il faut remarquer que la situation s'est relativement modifiée entre 1964 et 1975. En particulier, le sentiment profond d'isolement dont témoignaient beaucoup de Portugais dans la seconde moitié des années soixante, n'est plus aussi dominant. Il faut insister sur le fait que la vie en France était difficile à cerner pour les nouveaux émigrés Portugais, beaucoup plus que pour les Italiens et les Espagnols mais aussi pour les algériens, qui trouvaient durant ces années là des compatriotes nombreux habitués de longue date aux règles françaises. Pour les Portugais, non seulement la langue était à découvrir, mais plus encore, les règles administratives, la législation du travail, les droits sociaux étaient des éléments totalement inconnus (20).

LA VIE ASSOCIATIVE PORTUGAISE ET FRANCO-PORTUGAISE DIVERSITE , EVOLUTIONS.

Aux trois étapes mises en évidence par l'examen statistique du rythme de l'arrivée des Portugais en France

et à Paris de 1945 à 1974, correspondent, à peu près, trois périodes dans la vie des associations portugaises et dans les liens que des groupes français (syndicaux, politiques, religieux) ont noué avec elles.

De la Libération au milieu des années cinquante, les Portugais sont encore très peu nombreux dans la région parisienne et se retrouvent assez facilement dans deux ou trois cafés. Dans une région où ils sont moins de 3 000, les liens personnels, directs ou par relations interposées, sont nombreux. On constate une tendance à renouer les liens associatifs tissés avant guerre. L'association portugaise la plus importante semble être la "Fédération des Emigrés Portugais en France" (21). Elle a été fondée à Paris en 1933. Interdite en 1939 comme d'autres associations d'étrangers, elle sollicite en 1945 une nouvelle autorisation légale. Elle devient membre du "Centre d'Action et de Défense des Immigrés" (CADI), fondé en 1946, et un de ses responsables est dirigeant de l'"Union des anciens combattants engagés volontaires et résistants portugais en France" (fondée en 1950). Mais seule la Fédération a eu une réelle vie associative et les autres associations auxquelles elle était liée ont eu une existence très éphémère: le CADI est interdit en mars 1948 et l'Union des anciens combattants est dissoute en 1952 pour non activité. Elle a son siège 24 rue Richer (Paris 9^e). C'est une organisation où se cotoient des militants de l'époque du "Frente Popular Portuguesa" fondé à Paris en 1936, et de simples membres attirés par les

activités conviviales et l'entraide que proposait la Fédération. Il semble que le lien entre les générations se soit fait grâce à cette Fédération, les plus vieux venus en France avant guerre (certains depuis 1919) accueillant ceux qui arrivèrent à partir de 1946/47. En 1946, la Fédération compte 750 membres, installés presque uniquement dans la Région parisienne. Elle a encore à sa tête le dernier des grands leaders républicains, José Domingues Dos Santos, un des dirigeants de l'aile gauche du Parti Républicain, ancien ministre et ancien président du conseil (en 1924), exilé en France depuis l'échec du soulèvement en 1927. Il habite depuis cette époque Boulevard de La Villette et s'occupe de l'importation des vins de Porto. Les autres membres de la Fédération sont d'origine sociale beaucoup plus modeste et ils n'ont jamais occupé de poste politique important. Presque tous les membres connus de la police sont des ouvriers qualifiés (tailleur de pierre, menuisier-ébeniste, mécanicien-ajusteur, charpentier, etc...) un seul a eu des responsabilités dans des associations au Portugal (en France il est OS chez Simca à Poissy). Ils vivent à Paris et dans la région parisienne où ils travaillent depuis avant guerre, époque à laquelle ils sont presque tous entrés en France (principalement dans les années 23-26) de façon d'ailleurs tout à fait légale. Ils sont donc assez âgés (parmi la quinzaine de ceux qui sont connus de la police, un seul a moins de 30 ans et trois ont plus de 50 ans). Plusieurs ont épousé des françaises, certains des italiennes et des

espagnoles. Politiquement les dirigeants de la Fédération entre 1945 et 1957 (date de son interdiction) semblent représenter un large éventail de toutes les sensibilités républicaines portugaises. Cependant la police française soupçonne les communistes de contrôler la Fédération. Trois responsables sont connus pour être ouvertement communistes, dont João Martins Aires, (carreleur-mosaïste entré en France en 1925) interpellé en 1937 pour propagande contre le gouvernement salazariste auprès de marins portugais à Rouen, à qui il diffusait le journal *Unir*, et qui a participé à la Résistance française dans les rangs des FTP et des FFI.

Les activités de la Fédération étaient modestes: une assemblée générale annuelle, quelques fêtes, des bals à Paris ou dans la région parisienne, des pique-niques (en particulier la sortie annuelle de pèlerinage patriotique et républicain sur les champs de bataille où le corps expéditionnaire portugais s'était battu pendant la Grande Guerre). Une réunion hebdomadaire réunissait tous les jeudis au siège une vingtaine de membres à la fin des années quarante. L'association éditait un journal (qui était fait à Paris mais qui était aussi envoyé en province). Il n'y avait pas, semble-t-il, d'activité politique directement impulsée par la Fédération, même si certains de ses membres participaient à des manifestations aux côtés des français. Et tous les ans, la réunion autour d'un repas de sardines grillées à la fête de l'Humanité, ne semble pas avoir accompagné une activité très militante, du moins d'après



certaines témoignages. Cependant les inquiétudes de la police française, à certains moments de tension de la guerre froide entraînent une série d'enquêtes: en 1946/49 puis en 1956/57. A la suite de cette dernière, l'association est d'ailleurs interdite (une enquête complémentaire a même lieu en 1962, et selon certains témoignages, met fin aux dernières traces d'activité qui auraient survécu). Ces démarches policières peuvent surprendre quand on voit que dès les premières années de la guerre froide le nombre d'adhérents chute (il passe de 750 en 1946 à environ 300 en 1949). En 1957, la Fédération au moment de sa dissolution compte 400 membres, quasiment tous installés dans la Région parisienne. Pour la Fédération comme pour les quelques autres associations portugaises, les individus ont vieilli, l'immigration s'amenuise, la conjoncture politique change. On assiste à une baisse des effectifs. C'est la fin d'une époque commencée au début du siècle dont le coeur fut les années vingt. C'est la fin d'une première période d'immigration portugaise, c'est la fin de la présence en France des grands dirigeants républicains portugais exilés après 1926. C'est la fin des liens tissés avec des groupes français à l'époque des premières luttes anti-fascistes puis du Front Populaire et même de la Résistance.

Une nouvelle vague d'immigrants à partir de 1962 amorce un renouvellement presque total des associations, des journaux portugais et des liens avec les français. Il n'est

pas facile de trouver les liens qui relient les générations d'immigrants, les nouvelles organisations aux anciennes. On repère bien certains liens individuels, en relation avec les relations familiales ou villageoises communes aux deux "strates" de l'immigration portugaise. Mais les liens sont fragiles, la vague énorme des nouveaux arrivants déborde les faibles capacités d'accueil des anciens émigrants. De plus la région parisienne prend une place de tout premier plan dans l'installation nouvelle des portugais, bien au delà de ce qu'elle représentait pour les générations antérieures (les tableaux et schémas en annexe l'indiquent).

Dès le milieu des années soixante des associations portugaises s'animent et des liens se tissent avec des groupes français, souvent d'ailleurs à l'initiative de ces derniers. Au cours des années qui vont de 1964 à 1967, on trouve à Paris et dans la Région parisienne, à côté de l'Association des étudiants portugais en France, l'"Associação nacional dos Portugueses em França" qui publie à Paris, de 1966 à 1973, le *Correio Português* et l'"Associação dos Originarios de Portugal", proche du PCF, qui publie *Traço de União* et plus tard *O Imigrado Português* (22).

Dès cette époque, des liens s'établissent de façon régulière entre les grandes centrales syndicales françaises et des immigrés portugais. La CGT publie dès 1964 un bulletin en portugais, *O Trabalhador* et un peu plus tard, la jeune CFDT publie *Liberdade Sindical* (23). Quant à FO, elle

compte parmi ses permanents un jeune Portugais, Eleutério Gervasio, recommandé par le Général Delgado (candidat de l'opposition unie aux élections présidentielles de 1958) chargé de l'information et de la défense de ses compatriotes (24).

Dès 1964, la mission catholique portugaise publie *A Voz da Saudade*, explicitement pour riposter à la publication de *O Trabalhador* par la CGT. Il s'agit d'une publication à l'orientation traditionnaliste, dans l'optique du catholicisme portugais de cette époque. Mais d'autre part, dès 1965, les catholiques français du Service Interdiocésain des Travailleurs Immigrés (SITI), dans la dynamique de Vatican II, publient *Presença Portuguesa*, "Publicação mensal dos Portugueses em França". Mensuel d'abord très modeste (une simple feuille ronéotée) il est ensuite imprimé et, en 1970, tire à 10 000 exemplaires. Cette revue est à l'origine de liens forts et durables entre des immigrants portugais et une partie de la société française, liens qui durent encore. A cette époque correspond aussi une nouvelle génération d'opposants à la dictature portugaise, souvent des étudiants qui sont entraînés par la montée de l'opposition démocratique à partir de la campagne présidentielle de 1958 et de la guerre coloniale. Ils choisissent l'exil contre cette dictature vieillissante mais toujours étouffante et ils sont aussi réfractaires et déserteurs. Certains de leurs aînés les rejoignent, comme le plus célèbre d'entre eux, Mario Soares.

En France, ces opposants forment des groupes autour de journaux aux titres révolutionnaires, dont certains furent éphémères mais dont d'autres eurent une durée notable. Déjà, au milieu des années soixante, on peut repérer l'*Acção Popular*, l'*Acção Revolucionaria*, *Revolução Portuguesa*, *O Proletariado*. Des liens plus ou moins conflictuels se tissent entre les différents groupes politiques portugais exilés en France et dans d'autres pays européens, et même avec un des pôles importants de l'opposition extérieure qui s'installe à Alger après l'indépendance de l'Algérie.

A partir de 1968, la formation d'associations s'amplifie et les journaux portugais se multiplient. Ils sont presque tous publiés à Paris. La liste publiée en annexe donne un premier aperçu sur leur nombre et leurs orientations (il s'agit seulement des journaux publiés dans la région parisienne, mais ils sont la très grande majorité des journaux portugais publiés en France). Dans les années 64 à 67, on en compte déjà une dizaine (dont la moitié sont des journaux politiques). En 1968, c'est une floraison de journaux portugais militants, emportés par le dynamisme créatif qui secoue la France à l'époque et aussi par le renouveau de l'opposition au Portugal même. Une dizaine de titres apparaissent dès 1968.

L'éventail politique de cette presse couvre toutes les sensibilités de gauche et d'extrême gauche qui existaient aussi bien en France qu'au Portugal. Notons, entre autres

Estrelha Vermelha (marxiste-léniniste) fondée en 1969, avec dans la même mouvance politique, *O Salto* (1970-1974) un journal qui prétendait s'adresser à la masse des immigrants (25). Il y avait aussi *Esquerda* (jovens socialistas) fondé en 1968, *Portugal Informação*, (organe du FPLN), fondé en 1970. Le PC était présent à travers certaines associations (comme l'"Associação dos Originarios de Portugal"), et certains journaux (comme *O Imigrado Português*).

On trouve aussi des publications presque officielles ou très liées au régime portugais. Ainsi *Noticias de Portugal* (émanant du gouvernement et fondé en 1969). Par ailleurs les banques portugaises, dont les succursales en France reçoivent les importantes remises de devises des immigrants, subventionnent *Portugal Popular*, "Jornal independente dos Portugueses Emigrados na Europa" qui est publié à Paris. En 1970 *O Emigrante* succède à *Voz de Portugal*. C'est depuis cette époque un des principaux journaux qui s'adresse à l'émigration économique portugaise. Il est d'ailleurs édité à Lisbonne.

Les années 1970-1971 confirment l'élan commencé les années précédentes. On trouve aussi un certain nombre de publications portugaises liées à des groupes français, au point que des français assument légalement la responsabilité de certaines prises de position en devenant les directeurs de ces organes. C'est le cas de Anny Souque à la tête de *O Salto*, de Nicole Mathieu avec *Seara Vermelha*, de Vincent Monteil avec *Novaport* (72-74). Signalons Robert Francotte

avec *O Emigrado* et Robert Davezies à la tête de *Jornal Português* (72-73). Certaines publications sont enregistrées légalement comme étant des suppléments de journaux français, c'est le cas de *Combate Operario*, supplément de *Rouge* (et dont Henri Weber est de ce fait le directeur) et de *Portugal Libertario*, supplément de *Front Libertaire* (Dr. Beaugrand). Des groupes catholiques français se retrouvent aussi aux côtés des militants portugais ou tout simplement essayent d'aider à structurer la masse des immigrants. C'est le cas des *Cadernos GEDOC* où l'on trouve le père Cardonnel et de *Juventude Operaria*, "cadernos da JOC", qui s'ajoutent à *Presença Portuguesa* comme organes de presse catholiques français vers les portugais.

Certaines publications qui témoignent des rapprochements entre Français et Portugais sont bilingues, ainsi *Luta/Lutte* (1972-1975), organe du Comité de soutien aux déserteurs portugais en France et dont le directeur est Pierre Sorlin. D'autres paraissent directement en français comme *Les luttes de classe au Portugal* (1972), dont François Châtelet assume la responsabilité légale.

Signalons enfin des journaux liés à des situations professionnelles comme le bulletin de l'Union des étudiants portugais en France, *UEPF Information*, ou bien *O Volante*, journal de l'association des chauffeurs dont j'ai déjà parlé. D'autres émanent d'associations locales comme *Elo*,

"Boletim do Clube Juvenil Português" et *Nos Portugal*, édité à Aubervilliers.

En tout plus d'une centaine de titres publiés entre 1964 et 1974. Parmi ceux-ci, plus des deux-tiers sont liés à la situation politique et coloniale du Portugal. Certains n'ont eu qu'une existence éphémère mais d'autres ont duré pendant plusieurs années tel *Voz do Povo* (trois ans), *O Salto* (quatre ans) et même six ans comme *O Grito* ou sept comme *Correio Português*. D'autres existent toujours comme *O Emigrante* ou *Presença Portuguesa*.

Les associations.

Les associations se développent parallèlement à l'installation des immigrants. A côté des associations politiques telle la "Comissão de solidariedade dos Presos Politicos Portugueses", à côté des associations professionnelles (étudiants, chauffeurs) on trouve beaucoup d'associations de type amicales locales comme le "Centro Recreativo Português" de Versailles, "Encontro Português" à Puteaux, l'"Associação Portuguesa" de Gentilly-Arcueil, "Emigrantes Portugueses" de Mantes la Jolie, l'"Associação de Cultura e Promoção" de St Denis, le "Club recreativo" de Fontenay-aux-Roses, le "Club Português" de Champigny. En tout, une vingtaine d'associations déjà solides en 1971, une cinquantaine en 1972, environ quatre-vingt en 1973, et plus d'une centaine en 1975 (26).

Ces associations, outre des rencontres et des bals, développent des activités d'entraide. Elles animent parfois des groupes folkloriques. A partir de 1966, un nombre assez important de familles portugaises sont déjà installées avec des enfants d'âge scolaire. De nombreuses familles se préoccupent de leur permettre un apprentissage du portugais qui dépasse le simple usage linguistique familial. Il semble que dès 1967 une "classe" de Portugais ait fonctionné dans une baraque du bidonville de Champigny (27). Les émigrés exercent aussi des pressions sur le gouvernement Portugais qui passe avec le gouvernement Français un certain nombre d'accords à partir de 1967. Il s'agit de permettre à un certain nombre d'enseignants portugais, choisis et rémunérés par les gouvernement Portugais, de donner des cours de langue et de civilisation aux enfants portugais en France. Ils sont seulement 3 à la suite des accords de 1967, mais déjà une dizaine en 1973-74 et le gouvernement Portugais propose d'en envoyer une cinquantaine. Parallèlement le gouvernement français décide en 1973 d'ouvrir dans les écoles primaires (28), à l'usage des enfants des principales communautés immigrées, des cours de "langue maternelle", principalement l'Espagnol, le Portugais et l'Arabe.

Le 25 avril 1974, c'est le passage à l'antenne de la chanson de José Afonso, "Grândola Vila Morena", qui donna le

signal du soulèvement militaire qui, appuyé par le mouvement populaire, mit fin à 48 ans de dictature. Or cette chanson avait été enregistrée pour la première fois en 1971, avec tout un album appelé "Cantigas de Maio", au studio Strawberry au château d'Hérouville dans la région parisienne. Il avait d'abord été question de passer, comme signal du soulèvement, une chanson prise dans un autre album, "Venham mais Cinco", enregistré à Paris au studio Aquarium en 1973. Dans ces deux albums on trouvait aussi José Mario Branco, exilé à Paris comme Luis Rego, Sergio Godinho, et Luis Cilia (déserteur en France depuis 1964, le plus ancien exilé à Paris parmi ces musiciens qui ont renouvelé la chanson portugaise). Dès 1967, il avait enregistré "Portugal-Angola, chants de lutte" et plus tard "Portugal Resiste" au cercle du disque socialiste et en 1969 la "poésie portugaise de nos jours et de toujours". Après de ces musiciens portugais qui alliaient dans leurs chansons la littérature portugaise au folklore le plus authentique et l'ancrage dans un passé démythifié avec la révolte contre la dictature colonialiste, on trouvait des musiciens français, un témoignage de plus des liens forts et dynamiques qui s'établirent entre Français et Portugais (29).

A partir du 25 avril, les émigrés portugais ont davantage de moyens de faire pression sur leur gouvernement. Dès 1975 certaines associations, plus politisées, parmi lesquelles un certain nombre sont liées au PC Portugais, organisent des réunions au siège du consulat ou dans des

locaux officiels et adressent un mémorandum au Général Costa Gomes, président du gouvernement provisoire de la nouvelle République Portugaise (30).

Une nouvelle période s'ouvre pour les immigrants portugais en France.

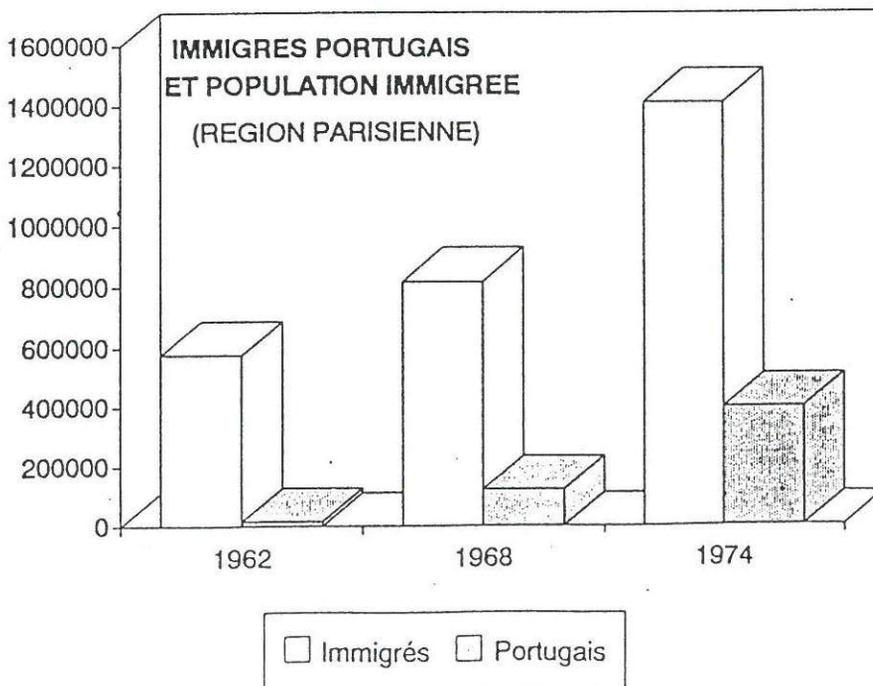
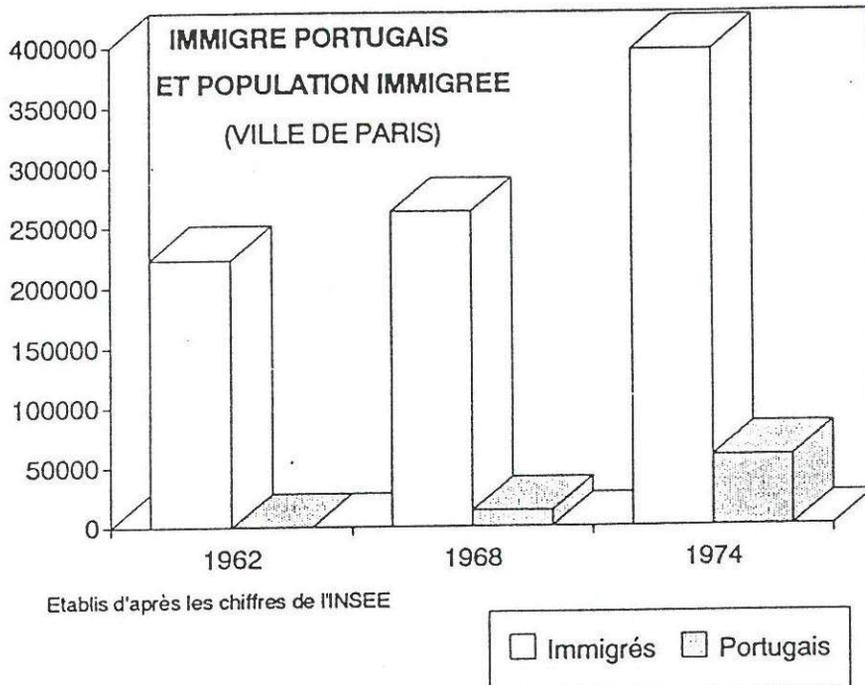
NOTES

- (1) Jorge REIS, *Aquilino em Paris*, ed. Vega, Lisbonne, s/d (1988) 123p., pp. 12 et 113-114.
- (2) M.C. MUNOZ "Le corps expéditionnaire portugais, 1916-1918" in *Hommes et Migrations* n°1148, nov. 91, pp.15-18.
- (3) - *Recensements généraux, fascicules régionaux et départementaux* (1936, 1946, 1954, 1962, 1968, 1975).
- *Bulletin du Ministère du Travail*, publication mensuelle de la Direction de la Main-d'oeuvre.
- ONI, statistiques annuelles. Les répertoires de 1967 à 1974 ont été consultés au siège de l'OMI, 44 rue Bargue Paris XV.
- ANIDO Nayade et FREIRE Rubens *L'émigration Portugaise, présent et avenir*, PUF, Paris, 1978.
- (4) A.H. de OLIVEIRA MARQUES, *Afonso Costa*, ed. Arcadia, Lisbonne, 1975, p.63.
- (5) en ce qui concerne les catholiques français signalons le SITI, très proche du journal *Presença Portuguesa* et la JOC (Commission portugaise) qui publie *Juventud Operária*. Les rapports ont été parfois tendus entre ces catholiques français et l'Eglise portugaise. La mission portugaise est d'abord hébergée en 1958 par la mission espagnole (à Paris dans le XVIIe), puis en 1963 41 av. Duquesne; cf Albano CORDEIRO "Foi ou Saudade" *Accueillir* n°182, janv-fev 1992, pp.21-23.
- (6) *Bulletin du Ministère du Travail, direction de la main-d'oeuvre.*
- (7) ONI *Bilan de vingt années d'immigration, 1946-1966*, Paris 1966. Exemplaire dactylographié, 25p.
- (8) id.
- (9) - Waldemar MONTEIRO *Les émigrés portugais parlent*, ed. Casterman, Paris, 1974.
- BRAND, MOSSAND, BORDIN *Les migrants en France*, ed. Fleurus, 1970.
- ROCHA TRINDADE M.B. *Estudos sobre a emigração Portuguesa*, cadernos da Revista de Historia Economica e Social, n°1 et 2, Sa da Costa ed., Lisboa, 1981, 223p.
- (10) *Presença Portuguesa* n°12, oct. 1967 et *Hommes et Migrations* n°763, 16-4-1968.
- (11) - MARTINS V.N. *Le Portugal et l'immigration portugaise en France*, ADRI, déc. 1984, exemplaire dactylographié, 32p.
- Jorge CARVALHO ARROTEIA *A emigração Portuguesa, suas origens e distribuição*, Biblioteca breve, Déc. 1983, 164p., pp.121 tableau XX
- (12) "La main-d'oeuvre portugaise dans le département de la Seine", enquête des Services d'Etudes et de Recherches de la Préfecture de la Seine, in *Hommes et Migrations, Etudes* n°105, s/d (1965) 203p.
- (13) Jaime Antonio GONÇALVES *L'ethnie portugaise en France de 1901 à 1984 et son mouvement associatif*, diplôme de l'EHESS, sous la direction de H. Desroche, 1985, exemplaire dactylographié 361p.
- (14) Eleuterio GERVASIO *A emigração accusa, Portugal a deriva* s/l-s/d (1979).
- (15) *Presença Portuguesa* n°14, déc. 1976.
- (16) *Presença Portuguesa* n°18, avr. 1968 et *O Imigrado Português* n°4, 5 oct. 1969.
- (17) LALLAOUI Mehdi *Du bidonville au HLM*, éd. Syros, Au nom de la mémoire, 1993, 135p., pp.40-41, 44-45.
- (18) "Les travailleurs portugais en France, vers quel avenir?" in *FO-Hebdo* n°1008, 11-8-1965, pp.4-6.
"Les travailleurs portugais en France, une enquête de FO" in *FO-Hebdo* n°1068, 30-11-1966, 8p.

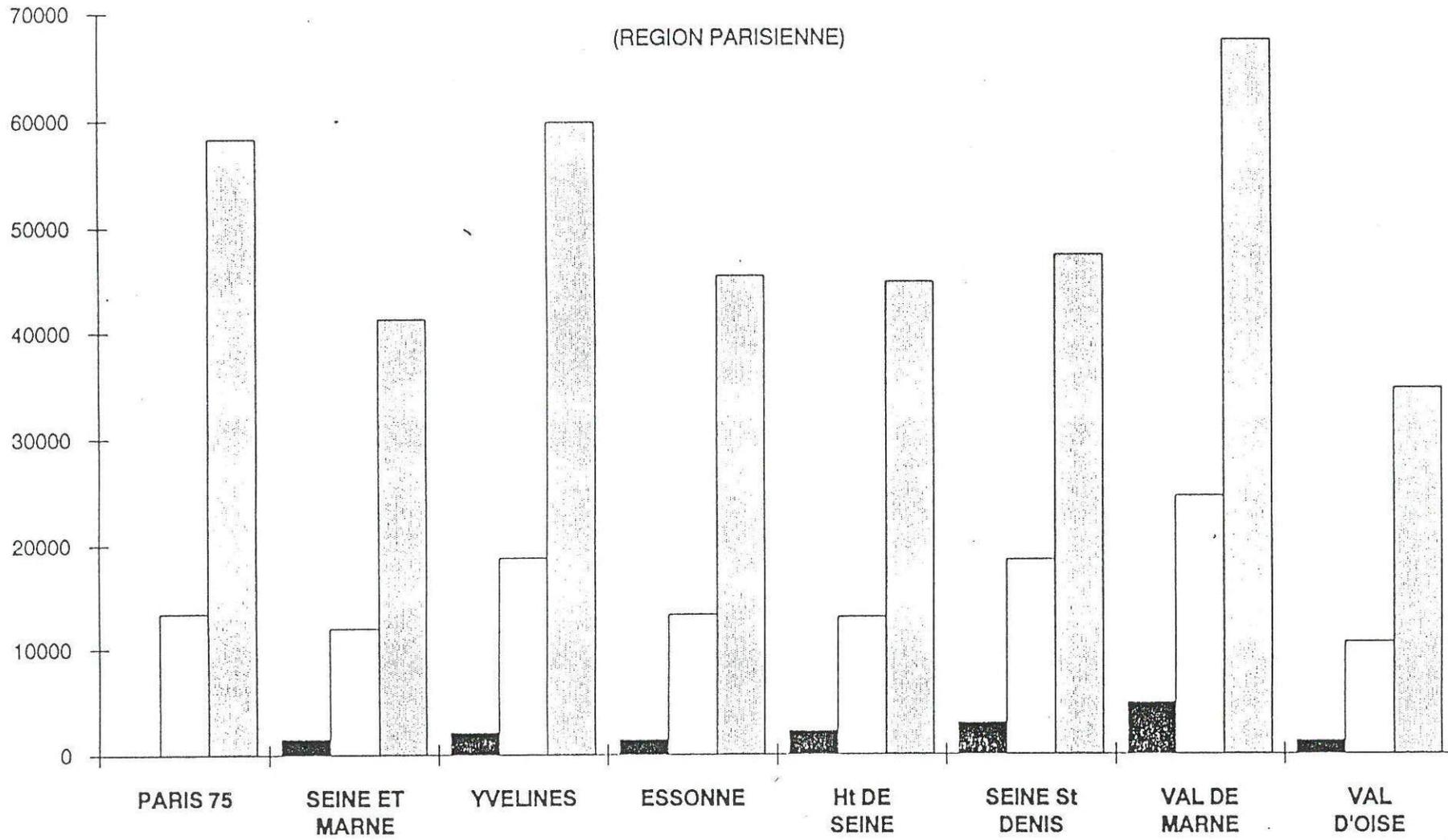
- (19) Felix NETO *Jovens Portugueses em França* ed. Jornal de Psicologia, Porto, 1985, pp.53-61.
- (20) Albano CORDEIRO "Les associations portugaises, enfermement et ouverture" in *Hommes et Migrations* n°1090, 01-03-1986, pp.12-21.
- Albano CORDEIRO *La communauté portugaise de France*, communication au "Colóquio internacional sobre a emigração e imigração portuguesa - séculos XIX e XX", ISCTE, Lisboa, 12-13 Novembre 1992, 7p.
- (21) Archives Nationales, versement 8042, dossier n°145; communiqué par Cristina CLIMACO.
- (22) La liste des journaux publiés par l'émigration portugaise en France (cf annexe) a été établie grâce aux fichiers et aux archives de Carlos da Fonseca, que je tiens à remercier, et sans l'aide duquel ce travail n'aurait pu être mené à bien.
- (23) Léon GANI *Sindicatos e Trabalhadores imigrados* ed. Prelo, Lisboa, 1975, 443p.
- (24) GERVASIO op. cit.
- (25) CLIMACO Cristina *La presse de l'émigration politique portugaise en France, analyse du journal "O Salto"*, mémoire de DEA, sous la direction de Mme Bachoud, université Paris 7, 1992.
- (26) - Felix NETO op. cit., p.111.
- Maria do Céu CUNHA *Portugais de France*, CIEMI-L'Harmattan ed., 1988, 158p., pp.28-31.
- (27) Felix NETO, op. cit., p.111.
- (28) "L'enseignement du Portugais en France" in *CEDEP Dossier d'information* n°9, déc. 1986, pp.4-5.
- (29) Mario CORREIA *Musica Popula Portuguesa* ed. Centelho, Coimbra, 1984.
- (30) Comissão Consultativa dos Trabalhadores Portugueses Emigrados em França *Problemas urgentes da Emigração Portuguesa*, Memorando entregue ao Senhor General Costa Gomes, ed. *A Opinião*, Porto, Agosto 1975.

IMMIGRES PORTUGAIS
(Région parisienne)
Recensements de 1962/1968/1974

	1962	1968	1974
PARIS 75	0	13300	58324
SEINE ET MARNE	1515	11896	41297
YVELINES	2118	18764	59911
ESSONNE	1434	13176	45413
HI DE SEINE	2218	12936	44798
SEINE St DENIS	2948	18556	47353
VAL DE MARNE	4780	24528	67481
VAL D'OISE	1218	10492	34715



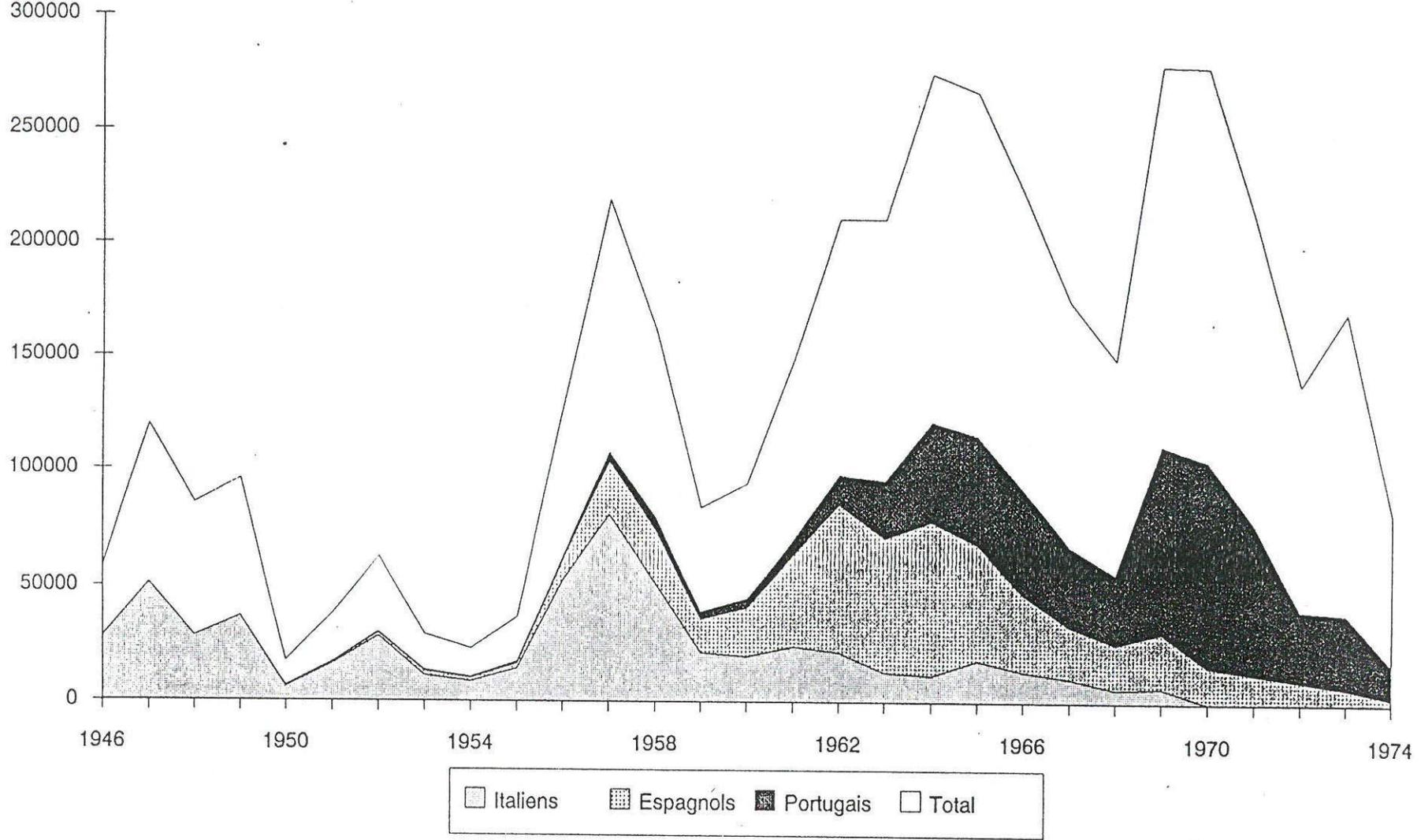
IMMIGRES PORTUGAIS
(REGION PARISIENNE)



■ 1962 □ 1968 ▨ 1974

Établi d'après les chiffres de l'INSEE

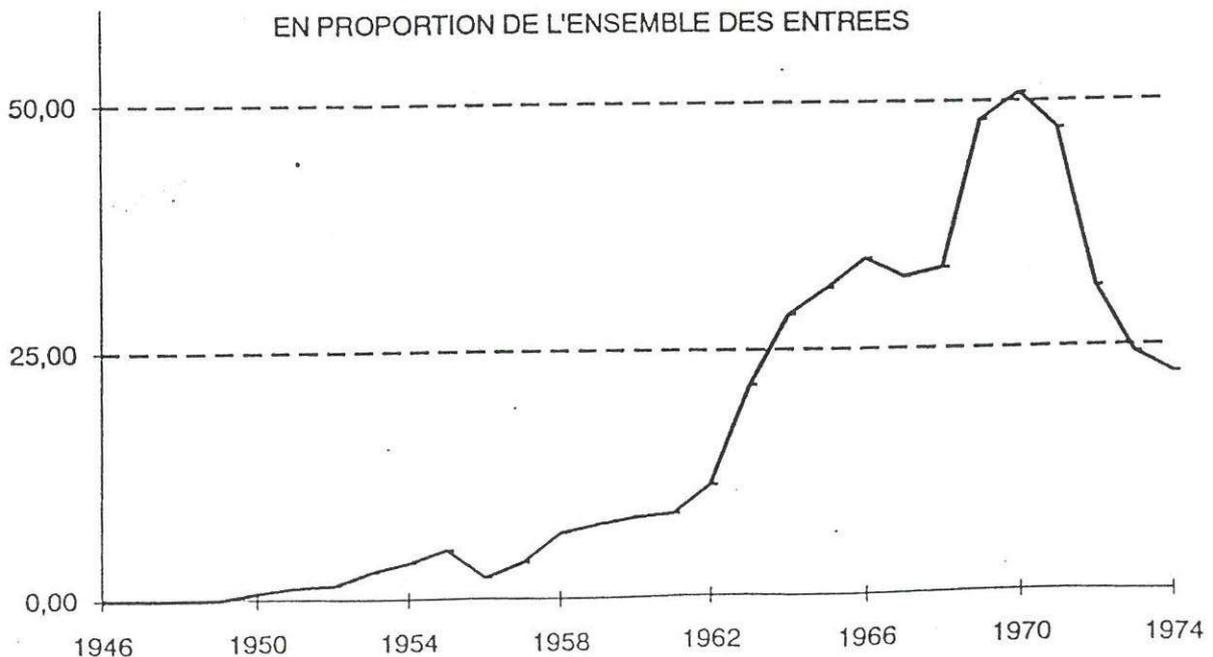
ENTREES DE TRAVAILLEURS ETRANGERS (FRANCE).



ENTREES DES TRAVAILLEURS IMMIGRES PERMANENTS
EN FRANCE 1946/1974 (chiffres ONI)

	Italiens	Espagnols	Portugais	Total
1946	27831			30171
1947	51339			68223
1948	27909			57039
1949	36889			58782
1950	6083	650	72	10525
1951	15919	804	260	20996
1952	27895	1646	472	32750
1953	11166	1881	438	15361
1954	8523	1541	459	12292
1955	14246	2204	949	19029
1956	52782	8823	1432	65428
1957	80385	23096	4160	111693
1958	51146	22698	5554	82818
1959	21262	14716	3339	44179
1960	19515	21413	4007	48914
1961	23808	39623	6716	78927
1962	21515	63535	12916	113069
1963	12963	57768	24781	115523
1964	11393	66269	43751	153731
1965	18043	49865	47330	152063
1966	13379	33448	44916	131725
1967	10369	22621	34764	107833
1968	5860	19332	30868	93165
1969	6498	23847	80829	167902
1970		15738	88634	174243
1971		12911	64328	136004
1972		9925	30475	98074
1973		6885	32082	132055
1974		2761	14329	64461

ENTREES DES TRAVAILLEURS PORTUGAIS
EN PROPORTION DE L'ENSEMBLE DES ENTREES



JOURNAUX PORTUGAIS PUBLIES EN FRANCE DE 1960 à 1974

ACÇÃO COMUNISTA

Orgão Comunista Internacionalista, Liga Comunista Internacionalista (clandestin); Paris, 1973.

ACÇÃO POPULAR

Orgão da Frente de Acção Popular (clandestin); Paris, 1964.

ACÇÃO REVOLUCIONÁRIA

Orgão do Movimento de Acção Revolucionária (clandestin); Paris, 1964.

O ALARME

Jornal dos Portugeses da Região de Grenoble; Claix, 1973.

A LA VANCA

Centro de Convívio Outubro; Paris, 1973.

AS ARMAS DO POVO

(clandestin); Paris, 1972.

BASES PARA UMA LINHA DE ACÇÃO

(clandestin); 1971.

O BOLCHEVISTA

Orgão Central do Comunista M-L de Portugal (clandestin); Paris, 1973.

BOLETIM C.P.L.A.I.

Comité Portugues de Luta Anti-Imperialista; Paris, 1971.

BOLETIM

Orgão da União dos Estudantes Portugeses em França; Paris, 1966.

BOLETIM GUERRA DO POVO

1974.

BOLETIM DO MPAC e CLACs

(clandestin); Paris, 1973.

BOLETIM DE LUTA CONTRA A REPRESSÃO

(clandestin); Paris (?), 1972 (?).

BULLETIN D'INFORMATION INTERNATIONAL

Comité Central du P.C. du Portugal (M.L.); Pero Pinheiro(?), 1974.

AOS CADÁVERES DE TODO O MUNDO

(clandestin); Paris, 1974.

CADERNOS DE CIRCUNSTÂNCIA

Paris, 1968.

CADERNOS DA LIGA PORTUGUESA

Paris, 1971.

CADERNOS "TEATRO OPERARIO"

Paris, 1973.

CADERNOS DO CIRCULO DE INICIATIVA POLITICA

Paris, 1972.

CADERNOS GEDOC

1969.

CAMARADA

Journal d'informations franco-portugaises

Paris, 1972.

A CENTELHA

Orgão dos Trabalhadores Portugeses no Estrangeiro; Paris, 1968.

CLASSE CONTRA CLASSE

Organização Sindical Vermelha(clandestin); 1974.

A CLASSE OPERARIA

Paris, 1970.

COMBATE OPERARIO

Liga Comunista Internacionalista; Paris, 1973.

COMITE NATIONAL DE SOUTIEN AUX LUTTES DES COLONIES PORTUGAISES Paris, 1970.

O COMUNISTA

(clandestin); Paris, 1969.

CONTROLE OPERÁRIO

Orgão do Grupo Comunista Internacionalista; 1974.

CORREIO PORTUGUÊS

- Associação Nacional dos Portugueses em França; Paris, 1966.
- LE COURRIER DES EMIGRES
Paris, 1974.
- DIREITO A INFORMAÇÃO
1968.
- DOSSIERS ANTI-COLONIAIS
Paris, 1971.
- ELO
Boletim do Clube Juvenil Português; Paris, 1970.
- EMIGRADO PORTUGUÊS
Paris, 1972.
- O EMIGRANTE
Voz de Portugal; Lisboa, 1970.
- ERGUE-TE E LUTA
Jornal Operario Comunista (clandestin); 1973.
- ESQUERDA
Dos Jovens Socialistas para os Jovens Portugueses
(clandestin); 1970.
- ESTRELA VERMELHA
Orgão Teórico do P.C. de Portugal (M.L.), (clandestin); Paris, 1969.
- ESTUDANTE REVOLUCIONÁRIO
FAP (clandestin); 1965.
- FOLHA COMUNISTA,
Orgão da União Revolucionaria M.L.; Paris, 1973.
- FRENTE LIBERTARIO
Paris, 1972.
- O GRITO
Boletim da Comissão de Soledariedade dos Pressos Politicos Portugueses (clandestin); Paris, 1968.
- O GRITO DO POVO
Jornal Operario Comunista; Paris/Porto, 1972.
- GUERRA COLONIAL
Comissão da FPLN; Hauts de Seine, 1968.
- A IDEIA
Paris/Lisboa, 1974.
- O IMIGRADO PORTUGUES
Paris, 1969.
- INFORMATIONS
Casa de Portugal; Paris, 1970.
- INFORMATION PORTUGAL
Paris, 1974.
- JORNAL DO EMIGRANTE
Paris, 1968.
- JORNAL PORTUGUÊS
Paris, 1973.
- LIBERTAÇÃO
Comités Unitarios para a Libertação Imediata das Colonias
(clandestino); 1973 (?).
- LUTA DE CLASSES
Paris.
- LUTA COMUNISTA
Orgão do CARP(ML), 1974.
- LUTA -LUTTE
Comité de soutien aux déserteurs portugais en France; Paris, 1972.
- LUTA ANTI-COLONIAL
(clandestin); 1971.
- LUTTE DE CLASSES AU PORTUGAL
Comité Martins Soares; Paris, 1974.
- LUTTE DE LIBERATION DANS LES COLONIES PORTUGAISES
Paris, 1970.
- NOS PORTUGAL

- Aubervilliers, 1969.
- NOVAPORT
Agencia Noticiosa de Informação; Paris, 1972.
- NOVAPORTA
Agencia Noticiosa Popularucha de Portugal, dos Algarves e Olivença (parodie de Novaport); Paris, 1973.
- O SALTO
Paris, 1970.
- POLEMICA
Grupo Revolução Socialista; Ris Orangis, 1970.
- PORTUGAL INFORMACAO
Frente Patriótica de Libertação Nacional; s/l (France), 1970.
- PORTUGAL INFORMACAO
Comissão de Coordenação da Unidade Democrática em França; Paris, 1972.
- PORTUGAL
Aubervilliers, 1974.
- PORTUGAL LIBRE
Frente Portugal Livre; Paris, 1970.
- PORTUGAL LIBERTARIO
Paris, 1974.
- PRESENCA PORTUGUESA
Paris, 1965.
- O PROLETARIADO
Orgão do CMLP; Paris, 1967.
- RESISTENCIA
Frente Portugal Livre; Paris, (s/d).
- REVOLUÇÃO PROLETARIA
ORPC(ML); Paris/Lisboa, 1972.
- SEARA VERMELHA
Paris, 1973.
- A SEMENTEIRA
Revista de Cultura Popular; Paris, 1973.
- TEXTOS COMBATE OPERARIO
LCI; Paris, 1972.
- O TRABALHADOR
mensuel de la CGT pour les travailleurs portugais; Paris, 1974.
- TRAÇO DE UNIÃO
Boletim da Associação dos Originários de Portugal; Paris, 1967.
- UEPF INFORMATION
Bulletin de l'Union des Etudiants Portugais en France; Paris, 1969.
- UNIÃO
Boletim do Movimento dos Trabalhadores Portugueses Emigrados; Paris, 1973.
- UNIÃO
Federação Antonio Sergio da Associação Portuguesa de Emigrantes; s/l, s/d.
- UNIDADE
Orgão do Nucleo de Paris do P.D.; Paris, 1973.
- VINTEQUATRO DE MARÇO
Orgão da Junta Patriótica de Estudantes Portugueses no Estrangeiro (clandestin); 1965.
- VIVA O COMUNISMO
Jornal Teorico dos Comités Revolucionarios ML; Paris, 1971.
- VIVA A REVOLUÇÃO
Orgão do Comité Revolucionario dos Estudantes Comunistas (clandestin); 1972.
- O VOLANTE
Organe de l'Association des chauffeurs de taxis originaires du Portugal; Montfermeil, 1971.
- A VOZ DO DESERTOR
Jornal dos Desertores e Refractarios Portugueses (clandestin); 1973.
- A VOZ DO IMIGRANTE
Orgão Central do Imigrante; Paris, 1974.
- A VOZ DO POVO
Orgão dos Trabalhadores Portugueses da Emigração (clandestin); 1968.



